



## Conseil économique et social

Distr. générale  
3 mai 2010  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2010

New York, 28 juin - 22 juillet 2010

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs arrêtés  
et des engagements pris sur le plan international en matière  
d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme**

### **Déclaration présentée par la Society of Catholic Social Scientists, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2010/100.



## Déclaration

En fixant l'objectif 5 des objectifs du Millénaire pour le développement, les dirigeants mondiaux ont convenu qu'il était essentiel de réduire la mortalité maternelle afin d'honorer leur « responsabilité collective de défendre les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité à l'échelle mondiale ». La politique concernant l'objectif 5 devrait reposer sur les meilleures et dernières données disponibles.

Une nouvelle étude montre que les organes des Nations Unies surestiment les taux de mortalité maternelle et poursuivent des politiques fondées sur des données peu fiables et non justifiées. D'après la publication *The Lancet*, le nombre total de décès maternels dans le monde était de 342 900 en 2008, et non pas le nombre de 536 000 utilisé ces dernières années par la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Une étude menée par des chercheurs à l'Université de Washington et financée par la Fondation Bill et Melinda Gates révèle que les chiffres communiqués par l'OMS et l'UNICEF étaient erronés en raison d'un manque de rapports convenables et d'une modélisation statistique imprécise. Cependant, l'étude publiée dans le *Lancet* met également en lumière les progrès accomplis afin de prévenir le décès des femmes enceintes.

Cette étude cite quatre raisons principales en faveur de l'amélioration : des taux de grossesse en chute dans certains pays, des revenus par habitant plus élevés, des taux de scolarisation plus élevés pour les femmes, et la disponibilité accrue des soins médicaux de base, notamment des « accoucheurs compétents ».

Le rapport fait observer que le VIH/sida a causé 60 000 décès maternels, et suggère que le nombre de ces décès aurait été bien moins élevé en Afrique si les mères avaient été traitées par des médicaments antirétroviraux. Ces informations sont en contradiction flagrante avec les projets actuels des Nations Unies visant à réorienter les fonds de la lutte contre le VIH/sida vers la planification familiale en vue de réduire les décès maternels.

L'étude révèle que 50 % des décès maternels surviennent dans seulement six pays, à savoir l'Afghanistan, l'Éthiopie, l'Inde, le Nigeria, le Pakistan et la République démocratique du Congo.

Les chercheurs étaient surpris de constater que trois des pays les plus riches du monde (les États-Unis d'Amérique, le Canada et la Norvège) enregistraient une hausse de la mortalité maternelle. Ce sont ces mêmes pays où les lois sur l'avortement sont actuellement les plus libérales au monde.

L'avortement n'est mentionné à aucun moment dans le document. Contrairement à l'étude, les Nations Unies ont agi en faveur d'une meilleure santé maternelle au travers de l'avortement licite ou « médicalisé ». Les textes issus de la conférence « Les femmes donnent la vie » de 2007, soutenue par l'UNICEF, l'OMS et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), avait pour but de déclarer que la meilleure façon de réduire la mortalité maternelle passait par l'accès aux services de planification familiale, notamment l'avortement. Nous sommes aujourd'hui encore plus persuadés que ce programme repose sur des données peu fiables et non justifiées.

La nouvelle étude a recours aux meilleures méthodes statistiques actuellement connues et démontre clairement qu'il n'est pas nécessaire de légaliser l'avortement dans le monde afin de réduire significativement la mortalité maternelle. Nous encourageons les États Membres des Nations Unies à continuer d'élaborer des informations statistiques encore plus précises en améliorant l'identification des causes de cette mortalité, notamment celle liée aux avortements, qui très souvent ne sont pas signalées ou correctement déclarées.

Le rédacteur du Lancet a fait savoir au New York Times que des « groupes de soutien » l'avaient incité à différer la publication du rapport jusqu'en 2010, après la tenue des réunions des Nations Unies consacrées aux débats sur le financement de la santé maternelle. En raison de son engagement résolu pour les principes universitaires et scientifiques, nous sommes désormais persuadés de poursuivre une meilleure politique

---